

DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 80
Présents : 56
Pouvoirs : 16

CONSEIL DE TERRITOIRE SÉANCE DU 10 AVRIL 2018 A 20H

Délibération CT2018/04/10-23 – ZAC Maison Blanche à Neuilly-sur-Marne - Autorisation donnée à Grand Paris Aménagement d'acquérir par voie d'expropriation les biens nécessaires à la réalisation de l'opération

Rapporteur : Christian DEMUYNCK, 12^{ème} Vice-Président

DATE DE CONVOCATION : Mercredi 4 avril 2018

PRÉSIDENCE de Michel TEULET, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

PRÉSENTS : Mmes, MM. AMERICO Michel, AMOZIGH Joëlle, AUBRY Bénédicte, AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BODIN Roger, BORDES Roselyne, BOYER Jean-Pierre, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, CHOULET Michèle, CLAVEAU Michèle, COPPI Katia, CRANOLI Rolin, DALLIER Philippe, DEMUYNCK Christian, DESHOQUES Monique, EPINARD Serge, FAUCONNET Jean-Paul, FICCA Grégory, FIGEL-MARTEL Sylvie, GAUTHIER Christine, GENESTIER Jean-Michel, GRANDIN Gaëtan, GUILBERT Georges, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HELENON Joëlle, ISCACHE Martine, ITZKOVITCH Ivan, JARDIN Anne, KLEIN Olivier, LE TALLEC Bernard, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jacques, MARTINACHE François, MARTINS Marylise, MILOTI Donni, PELISSIER André, PRUDHOMME Gérard, RATEAU Chantal, REYGNAUD Marie-Françoise, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SARDA Patrick, SCHLEGEL Eric, TAYEBI Samira, TESTA Richard, TEULET Michel, TORO Ludovic, VAVASSORI Patricia, VIEUX-COMBE Evelyne.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes, MM. ALLEMON Eric (pouvoir à HELENON Joëlle), AMORE Félicité (pouvoir à LE TALLEC Bernard), ARCHIMEDE Pierre, BENTAHAR Abdelkader, BOUCHER Martine (pouvoir à CLAVEAU Michèle), BOUDJEMAI Kaïssa, BOURICHA Fayçale (pouvoir à JARDIN Anne), BOUVARD Jacques, CALMEJANE Hélène, CARBONNELLE Serge, DELORMEAU Christine (pouvoir à TAYEBI Samira), FAUBERT Jacques (pouvoir à AMOZIGH Joëlle), HUART Marie-Claude (pouvoir à BARTH Franck), LE MASSON Gilbert (pouvoir à MAGE Pierre-Etienne), LELLOUCHE Nicole (pouvoir à FICCA Grégory), MALJEAN Jean-Pierre (pouvoir à MAHEAS Jacques), MANTEL Aurélie, MARSIGNY Brigitte (pouvoir à RICHARD Stéphanie), MARTIN Pierre-Yves (pouvoir à BORDES Roselyne), MAUPOUSSIN Stéphanie (pouvoir à KLEIN Olivier), MIERSMAN Michel (pouvoir à EPINARD Serge), PIETRASZEWSKI Jean-Jacques (pouvoir à BARRAUD Amélie), SCHUMACHER Alain (pouvoir à REYGNAUD Marie-Françoise), THIBAUT Magalie.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ivan ITZKOVITCH

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59,

VU le décret n° 2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5219-1, L. 5219-2 et L. 5219-5,

VU le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 300-4, L. 311-1 à L. 311-8, R. 311-1 à R. 311-12,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment ses articles L. 110-1, L. 121-1 et suivants, L. 131-1, L. 132-1, R. 121-1 et suivants, R. 131-1 à R. 132-4,

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 123-1 à L. 123-18, R. 123-1 à R. 123-27,

VU le plan local d'urbanisme de la ville de Neuilly-sur-Marne approuvé le 18 septembre 2014, modifié le 21 mai 2015, le 17 décembre 2015 et le 17 octobre 2017,

VU la délibération du conseil municipal de Neuilly-sur-Marne du 24 juin 2004 fixant le périmètre d'étude de l'Est-Nocéen et les modalités de la concertation,

VU la délibération du conseil municipal de Neuilly-sur-Marne du 25 avril 2013 portant approbation du bilan de la concertation et création de la ZAC Maison Blanche,

VU la délibération du conseil municipal de Neuilly-sur-Marne du 16 octobre 2014 portant désignation de l'aménageur et approbation du traité de concession de la ZAC Maison Blanche,

VU le traité de concession d'aménagement de la ZAC Maison Blanche signé le 4 novembre 2014 entre la commune de Neuilly-sur-Marne et l'Agence Foncière et Technique de la Région Parisienne (AFTRP),

VU le décret n° 2015-980 du 31 juillet 2015 relatif à l'établissement public Grand Paris Aménagement,

VU la délibération du conseil municipal de Neuilly-sur-Marne du 6 décembre 2017 approuvant le dossier de réalisation et le programme des équipements publics de la ZAC Maison Blanche,

VU la délibération CM 2017/12/08/04 du Conseil de la Métropole du Grand Paris du 8 décembre 2017 relative à la définition de l'intérêt métropolitain en matière d'aménagement de l'espace métropolitain,

VU la lettre du 18 février 2018 de Grand Paris Aménagement demandant à l'Établissement public territorial Grand Paris Grand Est d'approuver le dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Neuilly-sur-Marne,

VU le dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Neuilly-sur-Marne établi par Grand Paris Aménagement,

CONSIDÉRANT que la ZAC Maison Blanche n'est pas une opération d'aménagement reconnue d'intérêt métropolitain,

CONSIDÉRANT que l'Établissement public Grand Paris Grand Est exerce les compétences en matière d'aménagement de l'espace soumises à la définition d'un intérêt métropolitain mais non reconnues comme telles,

CONSIDÉRANT que l'Établissement public Grand Paris Grand Est est substitué à la commune de Neuilly-sur-Marne pour tous les contrats relatifs à la ZAC Maison Blanche,

CONSIDÉRANT que l'article 11 du traité de concession d'aménagement de la ZAC Maison Blanche prévoit :

- que l'aménageur peut procéder prioritairement à l'amiable, ou par voie de préemption ou éventuellement par voie d'expropriation, à l'acquisition ou à la prise à bail des terrains et immeubles bâtis, volumes ou droits immobiliers nécessaires à la réalisation de l'opération,
- que la procédure d'expropriation sera utilisée dans les cas où aucun accord amiable ne pourra être trouvé,
- que l'aménageur sollicitera la déclaration d'utilité publique à son bénéfice,

CONSIDÉRANT qu'en l'absence d'accord amiable, il est nécessaire que Grand Paris Aménagement ait recours à la procédure d'expropriation pour acquérir les biens nécessaires à l'aménagement de la ZAC Maison Blanche,

CONSIDÉRANT que la déclaration d'utilité publique de la ZAC Maison Blanche nécessite une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Neuilly-sur-Marne,

Après en avoir délibéré,

MM. GRANDIN Gaëtan et ITZKOVITCH Ivan ne prenant pas part au vote

- **A l'unanimité**

DÉCIDE :

- D'autoriser Grand Paris Aménagement, dans les cas où aucun accord amiable ne pourrait être trouvé, à acquérir par voie d'expropriation les biens nécessaires à l'aménagement de la ZAC Maison Blanche,
- D'autoriser Grand Paris Aménagement à solliciter de Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Neuilly-sur-Marne et d'une enquête parcellaire,
- D'autoriser Grand Paris Aménagement à solliciter de Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis la déclaration d'utilité publique de l'opération d'aménagement et la cessibilité des propriétés ou parties de propriétés dont la cession est nécessaire,

APPROUVE le dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Neuilly-sur-Marne établi par Grand Paris Aménagement.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 10/04/2018

Le Directeur général des services,
par délégation du Président,
certifie le caractère exécutoire du présent
acte reçu en Préfecture le

Affiché - Notifié le
Le Directeur général des services,
Guillaume Clédière

16 AVR. 2018



Le Président,

Michel TEULET